

Art. 7. Le nombre maximum de sous-officiers de carrière pouvant être admis dans le cadre des officiers de complément est fixé à huit pour le concours de l'année 1985.

Art. 8. Le total de huit fixé à l'article sept du présent arrêté comprend :

1^o quatre places réservées à des candidats ayant satisfait à l'épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française, sur base de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938; ces places étant réparties comme suit :

- a) Force terrestre : corps de l'artillerie, une; corps du génie, une;
- b) Force aérienne : corps du personnel non-navigant, une;
- c) Force navale : corps des officiers de pont, une.

2^o quatre places réservées à des candidats ayant satisfait à l'épreuve sur la connaissance approfondie de la langue néerlandaise, sur base de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938; ces places étant réparties comme suit :

- a) Force terrestre : corps des troupes de transmissions, une; corps de l'administration, une;
- b) Force aérienne : corps du personnel non-navigant, une;
- c) Force navale : corps des officiers de pont, une.

Art. 9. 1. Un transfert des places non attribuées, d'une catégorie de passage vers une autre catégorie, n'est pas autorisé sauf entre les concours de passage vers le cadre des officiers de carrière.

2. Dans un même concours de passage, les places non attribuées peuvent être reportées, jusqu'à épuisement du nombre de places, selon l'ordre de priorité ci-après :

- dans un même régime linguistique, d'un corps vers un autre corps, suivant l'ordre de classement des candidats de ce régime linguistique;
- vers l'autre régime linguistique si toutes les places d'un régime linguistique ne sont pas attribuées, ces places seront alors également attribuées suivant l'ordre de classement des candidats.

3. L'officier temporaire qui s'est classé en ordre utile à la fois pour le passage dans le cadre de carrière et pour le passage dans le cadre de complément et qui échoue aux épreuves de la formation complémentaire pour le passage dans le cadre de carrière ou qui est retiré de cette formation, est admis dans le cadre de complément, dans la limite du nombre total des places fixé par le présent arrêté.

Art. 10. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense nationale,

F. VREVEN

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 598

21 MARS 1985. — Arrêté royal fixant le statut social des travailleurs visés aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Art. 7. Het maximum aantal beroepsonderofficieren die kunnen overden opgenomen in het kader van de aanvullingsofficieren wordt voor het vergelijkend examen van het jaar 1985 vastgesteld op acht.

Art. 8. Het in artikel zeven van dit besluit bepaalde totaal van acht bestaat uit :

1^o vier plaatsen voorbehouden aan kandidaten die voldaan hebben aan het examen over de grondige kennis van de Franse taal, op basis van artikel 2 van de wet van 30 juli 1938; deze plaatsen worden als volgt verdeeld :

- a) Landmacht : corps van de artillerie, één; corps van de genie, één;
- b) Luchtmacht : corps van het niet-varend personeel, één;
- c) Zeemacht : corps van de dekkofficieren, één.

2^o vier plaatsen voorbehouden aan kandidaten die voldaan hebben aan het examen over de grondige kennis van de Nederlandse taal, op basis van artikel 2 van de wet van 30 juli 1938; deze plaatsen worden als volgt verdeeld :

- a) Landmacht : corps van de transmissietroepen, één; corps van de administratie, één;
- b) Luchtmacht : corps van het niet-varend personeel, één;
- c) Zeemacht : corps van de dekkofficieren, één.

Art. 9. 1. Een overdracht van de niet bezette plaatsen, van een overgangscategorie naar een andere, wordt niet toegestaan, uitgezonderd voor de vergelijkende examens voor overgang naar het kader van de beroepsofficieren.

2. In een zelfde wedstrijd voor overgang mogen niet bezette plaatsen overgedragen worden, tot uitputting van het aantal plaatsen, volgens de navolgende prioriteitsregel :

- in een zelfde taalstelsel, van een corps naar een ander corps, aan kandidaten van hetzelfde taalstelsel in volgorde van de behaalde rangschikking;
- naar het andere taalstelsel als al de plaatsen in een bepaald taalstelsel niet bezet zijn; deze plaatsen worden dan eveneens in volgorde van de door de kandidaten behaalde rangschikking toegerekend.

3. De tijdelijke officier die batig gerangschikt is, zowel voor de overgang naar het beroepskader als voor de overgang naar het aanvullingskader en die mislukt tijdens de proeven van de bijkomende vorming voor de overgang naar het beroepskader of die uit deze vorming wordt verwijderd, wordt opgenomen in het aanvullingskader binnen de perken van het totaal aantal plaatsen vastgesteld bij huidig besluit.

Art. 10. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,

F. VREVEN

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 598

21 MAART 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het sociaal statuut van de werknemers bedoeld bij de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 57, § 1er, modifié par la loi du 27 juin 1969 et les arrêtés royaux n° 176 du 30 décembre 1982 et 283 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 8;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment les articles 100, 102 et 105, § 2;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 164, modifié par les arrêtés royaux des 23 octobre 1967, 3 septembre 1971 et 30 juin 1972 et 194, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 12 février 1969;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'avis n° 805 du Conseil national de travail, donné le 26 février 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le statut social des travailleurs qui interrompent leur carrière ou diminuent de moitié leur activité professionnelle, doit être réglé d'urgence étant donné l'entrée en vigueur le 15 février 1985 de l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, et que les employeurs doivent être au courant au plus tôt de leurs obligations administratives;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Assurance maladie-invalidité

Article 1er. L'article 57, § 1er, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par la loi du 27 juin 1969 et par les arrêtés royaux nrs. 176 du 30 décembre 1982 et nrs. 283 du 31 mars 1984, est complété par la disposition suivante :

« 7° pour la période pendant laquelle il peut faire appel à une allocation d'interruption de sa carrière professionnelle en application de l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales. »

Art. 2. L'article 164 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 23 octobre 1967, 3 septembre 1971 et 30 juin 1972, est complété par la disposition suivante :

« Par chômage contrôlé au sens de l'article 21, 3°, de la loi du 9 août 1963 susvisée, il y a lieu d'entendre également la période pendant laquelle le travailleur a interrompu sa carrière professionnelle en application de l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et qui bénéficie d'une allocation d'interruption, visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption. »

Art. 3. L'article 194, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 1971 et 13 août 1984 est complété comme suit :

« 8. L'attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption. »

Art. 4. Dans l'article 198, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 octobre 1967, est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Au travailleur bénéficiant d'une allocation d'interruption visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, l'Office national de l'Emploi délivre une attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption, dans le mois suivant la fin de chaque trimestre au cours duquel le travailleur a bénéficié d'une allocation d'interruption. »

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 57, § 1, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1969 en de koninklijke besluiten nrs. 176 van 30 december 1982 en 283 van 31 maart 1984;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 100, 102 en 105, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 164, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 oktober 1967, 3 september 1971 en 30 juni 1972 en 194, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 februari 1969;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies nr. 805 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 26 februari 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het feit dat het sociaal statuut der werknemers die hun loopbaan onderbreken of hun beroepsactiviteit halveren dringend moet worden geregeld daar het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen op 15 februari 1985 van kracht werd, en dat de werkgevers ten spoedigste op de hoogte moeten zijn van hun administratieve verplichtingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Ziekte- en invaliditeitsverzekering

Artikel 1. Artikel 57, § 1, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1969 en bij de koninklijke besluiten nrs. 176 van 30 december 1982 en nrs. 283 van 31 maart 1984, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 7° voor de periode waarvoor hij aanspraak kan maken op een onderbrekingsuitkering wegens onderbreking van zijn beroepsloopbaan in toepassing van artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. »

Art. 2. Artikel 164 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 oktober 1967, 3 september 1971 en 30 juni 1972, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Onder gecontroleerde werkloosheid als bedoeld in artikel 21, 3°, van vorenbedoelde wet van 9 augustus 1963 wordt eveneens verstaan, de periode gedurende dewelke de werknemer zijn beroepsloopbaan heeft onderbroken in toepassing van artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, en een onderbrekingsuitkering geniet, bedoeld bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de onderbrekingsuitkeringen. »

Art. 3. Artikel 194, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 1971 en 13 augustus 1984 wordt aangevuld als volgt :

« 8. het bewijs van rechthebbende op een onderbrekingsuitkering. »

Art. 4. In artikel 198, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1967, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Aan de werknemer die een onderbrekingsuitkering geniet, bedoeld bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, reikt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening binnen één maand na het einde van elk kwartaal gedurende hetwelk hij een onderbrekingsuitkering heeft genoten, een bewijs van rechthebbende op een onderbrekingsuitkering uit. »

CHAPITRE II. — *Allocations familiales*

Art. 5. Un article 56octies, rédigé comme suit, est inséré dans les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés :

« Article 56octies. Est attributaire des allocations familiales aux taux fixés aux articles 40 et 42, le travailleur salarié qui bénéficie d'une indemnité d'interruption visée à la section 5 — Interruption de la carrière professionnelle — du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

Ces allocations familiales sont accordées en concordance avec le régime de travail que le travailleur a interrompu ou réduit de moitié.

Les allocations familiales visées dans le présent article sont dues par l'organisme d'allocations familiales, par l'autorité ou par l'établissement public qui était compétent en dernier lieu pour l'octroi des allocations familiales du chef du travailleur visé dans cet article en vertu de ces lois ou de l'arrêté royal n° 49 du 24 octobre 1967, relatif aux prestations familiales revenant aux chômeurs. »

CHAPITRE III. — *Pensions*

Art. 6. L'article 28bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal du 9 décembre 1968, est complété par la disposition suivante :

« 4° il n'est pas tenu compte des périodes visées à l'article 34, § 1er, O. »

Art. 7. A l'article 34, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 12 novembre 1970, 3 décembre 1970, 21 décembre 1970, 11 août 1972, 10 mai 1976, 12 juillet 1976, 30 décembre 1982 et 20 septembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété par les dispositions suivantes :

« N. les périodes au cours desquelles la carrière professionnelle a été interrompue selon les conditions prévues à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales; cette assimilation est toutefois limitée à 12 mois;

O. la moitié des périodes au cours desquelles le travailleur a réduit de moitié, à partir de l'âge de 50 ans, ses prestations de travail correspondant à un régime de travail à temps plein selon les conditions prévues à l'article 102 de la loi de redressement précitée. »

2° le § 2 est complété par la disposition suivante :

« 4. les périodes visées au § 1er, N et O, ne peuvent être assimilées que pour autant que le travailleur bénéficie de l'allocation d'interruption prévue à l'arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption. »

Art. 8. L'article 35, § 1er, 1er alinéa, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 décembre 1970, 21 décembre 1970, 12 mai 1972, 11 août 1972, 25 novembre 1974, 5 avril 1976, 12 juillet 1976 et 30 décembre 1982, est complété par la disposition suivante :

« N. les périodes visées à l'article 34, § 1er, N et O pour autant que l'intéressé était occupé comme ouvrier mineur au moment de l'interruption de la carrière professionnelle ou de la réduction des prestations. »

Art. 9. L'article 36, § 1er, du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 12 novembre 1970, 5 avril 1976 et 12 juillet 1976, est complété par la disposition suivante :

« I. les périodes visées à l'article 34, § 1er, N et O. »

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

Art. 11. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

HOOFDSTUK II. — *Kinderbijslagen*

Art. 5. Een artikel 56octies, luidend als volgt, wordt in de samen-geordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders ingevoegd :

« Artikel 56octies. Kinderbijslag tegen de bij artikelen 40 en 42 bepaalde bedragen wordt verworven door de werknemer die een onderbrekingsuitkering geniet, bedoeld in afdeling 5 — Onderbreking van de beroepsloopbaan — van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

Deze kinderbijslag wordt toegekend in overeenstemming met de arbeidsregeling welke deze werknemer heeft onderbroken of gehalveerd.

De in dit artikel bedoelde kinderbijslag is verschuldigd door de kinderbijslaginstelling, de overheid of de openbare instelling die laatst bevoegd was kinderbijslag in hoofde van de werknemer bedoeld in dit artikel uit te keren krachtens deze wetten of het koninklijk besluit nr. 49 van 24 oktober 1967 betreffende de gezinsbijslag voor werklozen. »

HOOFDSTUK III. — *Pensioenen*

Art. 6. Artikel 28bis, tweede lid van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 december 1968, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 4° geen rekening gehouden met de in artikel 34, § 1, O, beoogde periodes. »

Art. 7. In artikel 34, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1970, 3 december 1970, 21 december 1970, 11 augustus 1972, 10 mei 1976, 12 juli 1976, 30 december 1982 en 20 september 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« N. de periodes tijdens welke de beroepsloopbaan overeenkomstig de voorwaarden voorzien in artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, onderbroken werd; deze gelijkstelling is evenwel beperkt tot 12 maanden;

O. de helft van de periodes tijdens welke de werknemer, vanaf de leeftijd van 50 jaar, zijn met een voltijdse arbeidsregeling overeenstemmende arbeidsprestaties gehalveerd heeft overeenkomstig de in artikel 102 van voornoemde herstellwet voorziene voorwaarden. »

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 4. de in § 1, N en O beoogde periodes kunnen slechts worden gelijkgesteld op voorwaarde dat de werknemer de door het koninklijk besluit van 25 januari 1985 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, voorziene onderbrekingsuitkering geniet. »

Art. 8. Artikel 35, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 december 1970, 21 december 1970, 12 mei 1972, 11 augustus 1972, 25 november 1974, 5 april 1976, 12 juli 1976 en 30 december 1982, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« N. de periodes beoogd in artikel 34, § 1, N en O op voorwaarde dat de betrokkene op het ogenblik van de onderbreking van de beroepsloopbaan of van de beperking van de prestaties, als mijnwerker tewerkgesteld was. »

Art. 9. Artikel 36, § 1, van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 november 1970, 5 april, en 12 juli 1976, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« I. de periodes beoogd in artikel 34, § 1, N en O. »

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Art. 11. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 maart 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL